

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 216

28 janvier 2015

SOMMAIRE

2Mi S.A.	10365	Privilege Invest S.A.	10325
ABC du Transport Express/Messagerie SA	10366	PROGNA Luxembourg S.A.	10323
Arcsoleil Holdings 10365		Proventus Capital S.A.	10326
Barclays Portfolios SICAV 10365		PSP Invest S.à r.l.	10326
Cycling Sport Merchandising - C S M S.A.	10368	PSP Invest S.à r.l.	10326
Horus Nenuphar S.à r.l.	10333	Pubart S.à r.l.	10322
Hundred S.à r.l.	10368	Qeelin Holding Luxembourg 10324	
INVISTA North America S.à r.l.	10336	Quinlan Private Senator Holdings S.à r.l.	10323
Jaz Holding S.A.	10328	R.A.R. Invest 10322	
KanAm Grund Extimus S.à r.l.	10322	Recklinghausen REO Propco S.à r.l.	10325
Khamsa Lux S.A.	10329	Recy Wood 10325	
Khanate Resource Holdings-3 S.à r.l.	10329	Reine Group 10325	
Kyle Tech (Lux) S.à r.l.	10328	Resothel S.A.	10327
Leader and Partners International 10347		Restaurant Le Menhir S.à r.l.	10327
LG74 S.à r.l.	10342	RG Participations S.à r.l.	10322
L.H. Europe 10329		Rom8 S.A.	10323
LSREF3 Eve Holdings S.à r.l.	10330	Roof Infrastructure 2014 S.à r.l.	10324
Manulife Global Fund 10348		Schelde Investments S.à r.l.	10324
Optique Biewer S.à r.l.	10367	Sea-Invest Corporation S.A.	10326
Partners Invest Group S.A.	10367	Sequoia Property Management S.A.	10327
Patrinvest 10367		Settina Investments S.à r.l.	10327
Petercam Horizon L 10366		StaGe Mezzanine 10328	
Poirel Investments S.A.	10323	Symbiotics SICAV (Lux.) 10364	
Prestaserv-Lux S.à r.l.	10324	XPECT SA 10348	

Pubart S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4061 Esch-sur-Alzette, 41-43, rue Clair-Chêne.
R.C.S. Luxembourg B 96.913.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014209550/10.

(140234391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

R.A.R. Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 2B, Porte de France.
R.C.S. Luxembourg B 160.074.

Le bilan au 31/03/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014209559/10.

(140233556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

RG Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 31-33, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 165.752.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/12/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2014209587/12.

(140234178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

KanAm Grund Extimus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 17.512.395,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 181.683.

Par résolutions signées en date du 17 décembre 2014, l'actionnaire unique de la Société a décidé de nommer comme gérants («managers») de la Société avec effet immédiat et ce, pour une période indéterminée:

- M. Hans-Joachim Kleinert, né le 17 juillet 1960 à Neu-Anspach (Allemagne),
 - M. Olivier Catusse, né le 12 février 1975 à Frankfurt am Main (Allemagne),
- ayant tous deux leur adresse professionnelle au Messe Turm, D-60308 Frankfurt am Main (Allemagne),

Dès lors, le conseil de gérance se compose comme suit:

- M. Siegmund Schnadt-Grollmisch;
- M. Denis Kleuters;
- Mme. Susanne Jakob;
- M. Frank Reichert;
- M. Hans-Joachim Kleinert; et
- M. Olivier Catusse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205827/22.

(140230939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

PROGNA Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 9, rue Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 80.911.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209543/9.

(140234364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Poirel Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 106.217.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014209536/10.

(140234232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Rom8 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 124.778.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue le 31 décembre 2013 à 14 heures, que la liquidation de la société décidée en date du 23 décembre 2013 a été clôturée; et que la société ROM8 S.A., a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 29/12/2014.

Pour: ROM8 S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014209569/17.

(140233715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Quinlan Private Senator Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 1.261.750,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, avenue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 129.884.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société Quinlan Private Senator Holdings S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Joseph Elvinger en date du 19 décembre 2013, a été clôturée lors de l'assemblée générale ordinaire sous seing privé tenue en date du 29 décembre 2014.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Les sommes et valeurs revenant aux créanciers ou aux associés qui n'étaient pas présents à la clôture de la liquidation et dont la remise n'aurait pu leur être faite seront déposées à la Caisse de consignation de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209555/18.

(140234724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Qeelin Holding Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 174.118.

En vertu d'une lettre du 19 décembre 2014 adressée à la Société, et conformément au Termination Settlement Agreement du 4 septembre 2014, il est porté à la connaissance des tiers que Monsieur Guillaume Pierre Brochard a démissionné de ses fonctions d'administrateur de classe B de la Société avec effet au 20 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014209553/12.

(140233455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Prestaserv-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 13B, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 93.490.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014209538/10.

(140234360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Roof Infrastructure 2014 S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 192.796.

Extrait des minutes du conseil de gérance de la société tenu au siège social de la société le 18 décembre 2014

Le conseil de gérance de la Société décide de nommer KPMG Luxembourg, avec siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, enregistré sous le numéro B149133 au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, en tant que réviseur externe de la Société concernant l'audit des comptes annuels se clôturant le 31 décembre 2015.

A Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2014209594/15.

(140234513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Schelde Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 103.710.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites de l'actionnaire unique de la Société datant du 11 novembre 2014 que:

- L'actionnaire unique: Monsieur Rachid OUAÏCH reconnaît le changement de sa nouvelle adresse, passant du 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg avec effet au 31 janvier 2014.
- L'actionnaire unique nommé Monsieur Kamal IKHERRAZEN, né le 26 septembre 1981 à Liège (Belgique), ayant pour adresse professionnelle: 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Le Mandataire

Référence de publication: 2014209610/17.

(140234366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Recklinghausen REO Propco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 176.963.

Les comptes annuels pour la période du 26 avril 2013 au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209562/10.

(140234471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Privilege Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 161.172.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration

Référence de publication: 2014209541/10.

(140233625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Recy Wood, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9687 Surré, 1, rue Berkels.

R.C.S. Luxembourg B 172.168.

Date de clôture des comptes annuels au 31/12/2013 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 30/12/2014.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2014209575/13.

(140233790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Reine Group, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 181.735.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 24 décembre 2014

Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Président,

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

- Monsieur Joël MURCIA, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement 7, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg,

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- AUDIEX S.A., 9 rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg,

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209579/21.

(140233816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

PSP Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 5, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 109.445.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209547/9.

(140234384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

PSP Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 5, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 109.445.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209548/9.

(140234385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Proventus Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 111, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 166.442.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2014209545/10.

(140233804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Sea-Invest Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 74.220.

Extrait de l'assemblée générale annuelle du 18 décembre 2014

L'Assemblée Générale constate que les mandats des administrateurs sont arrivés à échéance et décide de renouveler les mandats d'administrateurs de:

- Monsieur Philippe VAN DE VYVERE, demeurant professionnellement à B-9042 Gand, Skaldenstraat 1;
- Monsieur Xavier VAN DE SOMPELE, demeurant professionnellement à L-1952 Luxembourg, 9, rue Nina et Julien Lefèvre;
- Madame Caroline DE POORTER, demeurant professionnellement à B-9042 Gand, Skaldenstraat 1;
- La société «BONEM», représentée par Monsieur Marc OOMS et avec siège social à B-9000 Gand, 240 Kortrijksepoortstraat.

L'Assemblée Générale constate également que le mandat d'administrateur de Monsieur Luc VANDEWALLE est arrivé à échéance et décide de ne pas le renouveler.

Le mandat des administrateurs ainsi nommé viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2015.

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréé RSM Audit Luxembourg S.à r.l., société immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B113621, ayant son siège social à L-1116 Luxembourg au 6, rue Adolphe.

Le mandat du réviseur d'entreprises agréé ainsi nommé viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014209615/26.

(140234367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Resothel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 53.219.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209584/9.

(140234418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Restaurant Le Menhir S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6925 Flaxweiler, 20, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 102.150.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014209565/10.

(140234046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Settina Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 165.150.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 19 décembre 2014, l'associé unique a décidé de prononcer la clôture de la liquidation de la Société

L'Assemblée a décidé que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante:

46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

FIDES (Luxembourg) S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2014209620/17.

(140234175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Sequoia Property Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 162.727.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société qui s'est tenue en date du 18 décembre 2014 que:

1. La société IPC MANAGEMENT TRUST REG a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la société avec effet immédiat.

2. La société DORBAT TREUHAND- UND VERWALTUNGSANSTALT, ayant son siège social à Wuhrstrasse, 6,9490 Vaduz (Principauté du Liechtenstein) a été nommée aux fonctions d'administrateur de la société avec effet immédiat et sera représentée de façon permanente par M. Christian Wille, demeurant à Mariahilf, 32, 9496 Balzers (Principauté du Liechtenstein).

Son mandat se terminera lors de l'assemblée générale des actionnaires de la société à tenir en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209619/18.

(140233869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Jaz Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 139.903.

—
Suite a la démission de la Fiduciaire jean-Marc Faber & Cie Sàrl de son poste de Commissaire aux Comptes en date du 18/12/2014, avec effet au 01/01/2014, il y a lieu de rayer son inscription auprès du RCS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

JAZ HOLDING S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014205812/15.

(140231064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

StaGe Mezzanine, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 114.636.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 29 décembre 2014

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du liquidateur et de celui de l'auditeur vérificateur sur l'ensemble des opérations de liquidation, décide de clôturer la liquidation de la Société.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de 5 ans à l'ancien siège social de la Société, sis au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

À Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliaire

Référence de publication: 2014209627/18.

(140233822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Kyle Tech (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.672.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des décisions de l'associé unique de la Société datées du 30 décembre 2014

L'associé unique a pris connaissance et a approuvé le rapport du commissaire à la liquidation et a approuvé le rapport du liquidateur.

L'associé unique a décidé de clôturer la liquidation de la Société avec effet au 30 décembre 2014.

Les livres et documents sociaux de la Société seront conservés au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, pendant cinq ans à compter de la date de publication de la présente mention au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Kyle Tech (Lux) S.à r.l., en liquidation

Un Mandataire

Référence de publication: 2015000382/19.

(140235013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Khanate Resource Holdings-3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 218.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 169.969.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance

Les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet au 15 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Pour Khanate Resource Holdings-3 S.à r.l.

Référence de publication: 2015000380/14.

(140234800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Khamsa Lux S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 136.882.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, nous, Adomex Sàrl, vous informons en notre capacité de domiciliataire de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue en novembre 2010 entre les sociétés:

Adomex Sàrl (le domiciliataire), RCS B N° 121.385, ayant son siège social au 4, rue Jean-Pierre Probst L-2352 Luxembourg

et

Khamsa Lux SA (la société domiciliée), RCS B n° 136.882, ayant son siège social au 4, rue Jean-Pierre Probst L-2352 Luxembourg

Cette dénonciation est valable avec effet au 23 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015000390/16.

(140234858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

L.H. Europe, Société Anonyme.

Siège social: L-7411 Ansembourg, 10, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 25.006.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement le 10 décembre 2014

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société tenue extraordinairement en date du 10 décembre 2014 que:

- Le mandat de Madame Marie-Laure DAULCLE, domiciliée 10, rue de la Vallée, L-7411 Ansembourg, comme commissaire de la société, a été reconduit jusqu'à l'assemblée générale devant statuer en 2015.

- Les mandats de:

* Monsieur Atsushi MIZUSHIMA, domicilié 65, via Aristotele, I-20128 Milan

* Monsieur Osamu NAKAMURA, domicilié 10, rue de la Vallée, L-7411 Ansembourg

* Monsieur Christophe DEAGE, domicilié 10, rue de la Vallée, L-7411 Ansembourg

* Monsieur Alberto MAY, domicilié 10, rue de la Vallée, L-7411 Ansembourg

comme administrateurs de la société ont été reconduits jusqu'à l'assemblée générale devant statuer en 2015.

Les administrateurs ont la capacité par leur signature conjointe deux à deux (2 signatures nécessaires et suffisantes) d'engager financièrement L.H. EUROPE pour des montants illimités.

Monsieur Christophe Déage pourra engager financièrement L.H. EUROPE par sa seule signature jusqu'à un montant d'EUR 15.000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2015000394/24.

(140235544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

LSREF3 Eve Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.243.750,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 188.002.

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of December,

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

LSREF3 Dutch Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 164,398,333.- and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) (the "RCS") under number B 191119 (the "Sole Shareholder")

hereby represented by M. Gianpiero SADDI, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Bertrange, on 15 December 2014.

Said proxy, after having been signed *in variatur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as aforementioned, declared being the Sole Shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) LSREF3 Eve Holdings S.à r.l., registered with the RCS under number B 188002, with a share capital of EUR 2,145,750.-, having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and incorporated under the initial name of LSREF3 Lux Investments VI S.à r.l. pursuant to a deed of the undersigned notary dated 6 June 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") dated 4 July 2014 number 1729, which articles of incorporation have been amended for the last time on 8 December 2014 by a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial (the "Company").

The appearing party, through its proxyholder, declared and requested the undersigned notary to state that:

1. The entire issued share capital represented by 17,166 (seventeen thousand one hundred sixty-six) shares is held by the Sole Shareholder.

2. The Sole Shareholder is represented by proxy so that all shares in issue in the Company are represented at this extraordinary decision of the Sole Shareholder so that the decisions can be validly taken on all the items of the below agenda.

3. The agenda of the meeting is as follows:

a) Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 98,000.- (ninety-eight thousand euro) in order to increase the current capital from its current amount of EUR 2,145,750.-, (two million one hundred forty-five thousand seven hundred fifty euro) to an amount of EUR 2,243,750.- (two million two hundred forty-three thousand seven hundred fifty euro) by the creation and issue of 784 (seven hundred eighty-four) new ordinary shares, having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each (the "New Shares"); subscription and payment of the New Shares by the Sole Shareholder by a contribution in cash for a total amount of EUR 98,000.- (ninety-eight thousand euro) which shall be entirely allocated to the share capital of the Company.

b) As a consequence, amendment of the first paragraph of article 6 of the Company's articles of association as follows to reflect the share capital increase proposed above:

" **Art. 6. Subscribed capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 2,243,750.- (two million two hundred forty-three thousand seven hundred fifty euro), represented by 17,950 (seventeen thousand nine hundred fifty) ordinary shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each."; and

c) Amendment of the share register of the Company in order to reflect the changes proposed above with power and authority to any manager of the Company and/or any employee of the Lone Star Capital Investments S.à r.l., to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the New Shares in the share register of the Company and (ii) to the performance of any formalities in connection therewith.

The Sole Shareholder, represented as stated above, then, asked the undersigned notary to record its resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 98,000.- (ninety-eight thousand euro) so as to raise it from its current amount of EUR 2,145,750.- (two million one hundred forty-five thousand seven hundred fifty euro) to an amount of EUR 2,243,750.- (two million two hundred forty-three thousand seven hundred fifty euro) by the creation and issue of 784 (seven hundred eighty-four) New Shares, having a nominal

value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each, in consideration of a contribution in cash by the Sole Shareholder for a total amount of EUR 98,000.- (ninety-eight thousand euro) allocated as follows.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, declared to subscribe for 784 (seven hundred eighty-four) New Shares with a nominal value of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) per share and to make payment in full for such New Shares by a contribution in cash for a total amount of EUR 98,000.- (ninety-eight thousand euro) which is entirely allocated to the share capital of the Company for an amount of EUR 98,000.- (ninety-eight thousand euro).

All the 784 (seven hundred eighty-four) New Shares issued are therefore fully subscribed and paid up in cash by the Sole Shareholder so that the amount of EUR 98,000.- (ninety-eight thousand euro) is at the free disposal of the Company as it has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

As a consequence of the above-resolved share capital increase, the Sole Shareholder now holds 17,950 (seventeen thousand nine hundred fifty) ordinary shares of the Company.

Second resolution

As a consequence of the first resolution, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 6 of the Company's articles of association, which English version shall be henceforth reworded as follows:

“ **Art. 6. Subscribed capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 2,243,750.- (two million two hundred forty-three thousand seven hundred fifty euro) represented by 17,950 (seventeen thousand nine hundred fifty) ordinary shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the change resolved above and hereby empower and authorise any manager of the Company and/or any employee of Lone Star Capital Investments S.à r.l., to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the New Shares in the share register of the Company and (ii) to any formalities in connection therewith.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand five hundred euro (EUR 1.500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and French texts, the English version shall be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder appearing signed, together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le seize décembre,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

LSREF3 Dutch Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 164.398.333,- et immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 191119,

ici représentée par M. Gianpiero SADDI, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Bertrange, le 15 décembre 2014.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel qu'indiqué ci-avant, a déclaré être l'Associé Unique de la société à responsabilité limitée LSREF3 Eve Holdings S.à r.l., immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 188002, avec un capital social de EUR 2.145.750,-, ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, et constituée sous le nom initial de LSREF3 Lux Investments VI S.à r.l. selon un acte du notaire instrumentaire en date du 6 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 4 juillet 2014, numéro 1729, lesquels statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 8 décembre 2014 par un acte du notaire instrumentaire, non encore publié au Mémorial (la «Société»).

La partie comparante, par son mandataire, a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

1. La totalité du capital social, représentée par 17.166 (dix-sept mille cent soixante-six) parts sociales, est détenu par l'Associé Unique.

2. L'Associé Unique est représenté en vertu d'une procuration de sorte que toutes les parts sociales émises par la Société sont représentées à cette décision extraordinaire de l'Associé Unique et toutes les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points de l'ordre du jour ci-après.

3. L'ordre du jour est le suivant:

a) Augmentation du capital social de la Société par un montant de EUR 98.000,- (quatre-vingt-dix-huit mille euros) afin d'augmenter le capital social de son montant actuel de EUR 2.145.750,- (deux millions cent quarante-cinq mille sept cent cinquante euros) à un montant de EUR 2.243.750,- (deux millions deux cent quarante-trois mille sept cent cinquante euros) par voie de création et d'émission de 784 (sept cent quatre-vingt-quatre) nouvelles parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»); souscription et paiement des Nouvelles Parts Sociales par l'Associé par un apport en numéraire pour un montant total de EUR 98.000,- (quatre-vingt-dix-huit mille euros) qui sera entièrement alloué au capital social de la Société;

b) En conséquence, modification du premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société comme suit afin de refléter l'augmentation de capital proposée ci-dessus:

« **Art. 6. Capital Social Souscrit.** Le capital social est fixé à EUR 2.243.750,- (deux millions deux cent quarante-trois mille sept cent cinquante euros) représenté par 17.950 (dix-sept mille neuf cent cinquante) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.»;

c) Modification du registre de parts sociales de la Société de façon à refléter les changements proposés ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et/ou à tout employé de Lone Star Capital Investments S.à r.l., afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription des Nouvelles Parts Sociales dans le registre de parts sociales de la Société et (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de EUR 98.000,- (quatre-vingt-dix-huit mille euros) afin de le porter de son montant actuel de EUR 2.145.750,- (deux millions cent quarante-cinq mille sept cent cinquante) à un montant de EUR 2.243.750,- (deux millions deux cent quarante-trois mille sept cent cinquante euros) par la création et l'émission de 784 (sept cent quatre-vingt-quatre) Nouvelles Parts Sociales, ayant une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune, en contrepartie d'un apport en numéraire de l'Associé Unique d'un montant total de EUR 98.000,- (quatre-vingt-dix-huit mille euros).

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-avant, a déclaré souscrire 784 (sept cent quatre-vingt-quatre) Nouvelles Parts Sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euro (EUR 125,-) par part sociale et libérer intégralement ces Nouvelles Parts Sociales souscrites par un apport en numéraire pour un montant total de EUR 98.000,- (quatre-vingt-dix-huit mille euros) qui est entièrement alloué au capital social de la Société.

L'ensemble des 784 (sept cent quatre-vingt-quatre) Nouvelles Parts Sociales émises sont donc intégralement souscrites et libérées en numéraire par l'Associé Unique, de sorte que la somme de EUR 98.000,- (quatre-vingt-dix-huit mille euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Suite à l'augmentation de capital décidée ci-dessus, l'Associé détient maintenant 17.950 (dix-sept mille neuf cent cinquante) parts sociales ordinaires de la Société.

Seconde résolution

Suite à la première résolution, l'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société, dont la version française aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital Social Souscrit.** Le capital social est fixé à EUR 2.243.750,- (deux millions deux cent quarante-trois mille sept cent cinquante euros) représenté par EUR 17.950 (dix-sept mille neuf cent cinquante) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin de refléter les changements effectués ci-dessus et mandate et autorise par la présente tout gérant de la Société et/ou tout employé de Lone Star Capital Investments S.à r.l., afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription de l'émission des Nouvelles Parts Sociales dans le registre de parts sociales de la Société ainsi que (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payables par la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à mille cinq cents euros (EUR 1.500.-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande du mandataire de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au bureau du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du document faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire comparant et le notaire ont signé le présent acte original.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 décembre 2014. LAC/2014/60908. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Releveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208225/179.

(140233036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Horus Nenuphar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 192.998.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le neuf décembre.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg,

A comparu:

KEOP IN S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 5 décembre 2014, en cours d'immatriculation auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, avec siège social au 50 route d'Esch, L-1470 Luxembourg,

ici représentés par Monsieur Antonio Quaratino, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, spécialement mandaté à cet effet par une procuration donnée sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant a déclaré constituer par les présentes une société à responsabilité limitée comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de "HORUS NENUPHAR S.à r.l."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, brevets et marques de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, brevets et marques.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas de gérant unique, par la signature du gérant unique, en cas de pluralité de gérants, par les signatures conjointes de deux gérants, ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil des gérants dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul gérant sera toutefois suffisante pour représenter valablement dans ses relations avec l'administration publique.

Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires par lesquels toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le trente et un décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

1. un état des comptes est établi par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;
2. cet état des comptes montre que des bénéfices reportés ou transférés à une réserve extraordinaire sont disponibles pour une distribution;
3. la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés de la Société;
4. l'assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne soient pas menacés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les statuts étant ainsi rédigés, la partie comparante, KEOP IN S.à r.l., représentée comme dit ci-avant, déclare souscrire et libérer intégralement en espèces les cent (100) parts sociales ainsi créées.

Toutes les parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.100 (mille cent euros).

Résolutions des associés

L'associé unique prénommé, représenté comme dit ci-avant, et représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Sont appelés aux fonctions de gérants, avec les pouvoirs définis à l'article 11 des statuts:

Monsieur Martin RUTLEDGE, expert-comptable, né le 29 juin 1950 à Antrim (Grande-Bretagne), demeurant professionnellement à L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch, Gérant et Président du Conseil de Gérance;

Monsieur Denis CALLONEGO, employé privé, né le 9 avril 1959 à Briey (France), demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 26, Boulevard Royal, Gérant;

Madame Christine PICCO, employée privée, née le 5 mars 1968 à Hayange (France), demeurant professionnellement à L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch, Gérante.

Le conseil de gérance pourra nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer. Le mandat des gérants est établi pour une durée de 3 (trois) ans.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est fixé au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: Antonio Quaratino, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 11 décembre 2014. LAC / 2014 / 59415. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 15 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205703/141.

(140230344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

INVISTA North America S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 34.558.900,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 67.095.

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of December.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

KoSa US Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under Luxembourg law, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of one billion twenty million one hundred eighty-four thousand four hundred seventy-five Euro (EUR 1.020.184.475,00) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 100561,

here represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 9, 2014.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg under the name "INVISTA North America S.à r.l.", having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 67095 (hereinafter, the Company), established pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg, dated November 16, 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 48, dated January 27, 1999, and whose articles of association have last been amended pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg dated April 29, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2396, dated October 1, 2008.

II. The Company's share capital is set at thirty-four million five hundred fifty-eight thousand nine hundred United States Dollars (USD 34.558.900,00) represented by six hundred ninety-one thousand one hundred seventy-eight (691.178) shares (the Shares) with a nominal value of fifty United States Dollars (USD 50,00) each.

III. The sole shareholder resolves to proceed with a full restatement of the Company's articles of association, so that they shall read as follows:

Art. 1. There is formed a private limited liability company, which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. The object of the Company is the holding, administering and developing of any intellectual property rights and licence rights in whatsoever form, including notably but not exclusively trademarks, patents, copyrights and information rights, in Luxembourg and outside Luxembourg and the providing of financing to group companies, in particular through branches located in and outside Luxembourg.

The Company may hold participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, control, manage, as well as develop these participations.

The Company may provide financial support to any of its affiliates, in particular by granting loans, facilities, security interests or guarantees in any form and for any term whatsoever and grant them any advice and assistance in any form whatsoever.

It may acquire any securities or rights by way of share participations, subscriptions, negotiations or in any manner, participate in the establishment, development and control of any companies or enterprises and render them any assistance.

It may carry on any industrial activity and maintain a commercial establishment open to the public. In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds or any other financial instruments, which may be convertible.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "INVISTA North America S.à r.l.".

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the board of managers or by a resolution taken by the extraordinary general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The share capital is set at thirty-four million five hundred fifty-eight thousand nine hundred United States Dollars (USD 34.558.900,00) represented by six hundred ninety-one thousand one hundred seventy-eight (691.178) shares of fifty United States Dollars (USD 50,00) each.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Articles and by the Law.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of the Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the Company's assets and profits of the Company as further defined in articles 17 and 18 of the Articles.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be dismissed ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers or by the joint signatures or the single signature of any persons or person to whom a signatory power has been delegated by the managers, but only within the limits of such power.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his powers to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. Any decisions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers (as the case may be) showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the preceding accounting year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by Law or by the Articles.

Art. 13. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or officers of the Company has(ve) a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any manager or officer of the Company who serves as a director, associate, or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon matters with respect to such contract or other business.

In the event that any manager or officer of the Company may have any personal conflicting interest in any transaction of the Company, he shall make known to the shareholders such personal interest and shall not consider or approve any such transaction.

Every person who was or is a party or is threatened to be made a party to any threatened, pending, or completed action, suit, or proceeding, whether civil, criminal, administrative, or investigative (other than an action by or in the right of the Company) by reason of the fact that the person is or was an officer, manager, or employee of the Company or is or was serving at the request of the Company as a director (including committees of the Board), manager, officer, or employee of another corporation or entity (a Covered Person), may be indemnified by the Company, at its sole and absolute discretion and in all cases where the Company is obliged to indemnify the Covered Person by virtue of applicable laws, judgments or orders, against any and all reasonable costs and expenses, judgments, fines, and amounts paid in settlement actually and reasonably incurred by the Covered Person in connection with such action, suit, or proceeding if the Covered Person acted in good faith and in a manner the person reasonably believed to be in or not opposed to the best interests of the Company, and, with respect to any criminal action or proceeding, had no reasonable cause to believe the person's conduct was unlawful. The resolution of any action, suit, or proceeding by judgment, order, settlement, conviction, or upon a plea of nolo contendere or its equivalent, shall not, of itself, create a presumption that the Covered Person did not act in good faith and in a manner which the Covered Person reasonably believed to be in or not opposed to the best interests of the Company, and, with respect to any criminal action or proceeding, had reasonable cause to believe that the person's conduct was unlawful.

Expenses (including attorneys' fees) incurred by a Covered Person with respect to any action, suit, or proceeding of the nature described in the preceding paragraph may, in the Company's sole and absolute discretion and in all cases where the Company is obliged to do so by virtue of applicable laws, judgments or orders, be paid by the Company in advance of the final disposition of such action, suit, or proceeding upon receipt of an undertaking by or on behalf of the Covered Person to repay such amount if it shall ultimately be determined that the Covered Person is not entitled to be indemnified by the Company as authorized in this section. In addition, the Company may elect at any time to discontinue advancing expenses to a Covered Person if such advancement is determined by the Company, in its sole and absolute discretion, not to be in the best interest of the Company.

Art. 14. The supervision of the operations of the Company is entrusted to one auditor or several auditors who need not be shareholders.

The auditors will be elected by the shareholders' meeting, which will determine their number, for a period not exceeding six (6) years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders' meeting.

Art. 15. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights in proportion to his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 16. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 17. At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 19. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

After payment of all debts of and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 20. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le douzième jour de décembre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

KoSa US Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, un capital social d'un milliard vingt millions cent quatre-vingt-quatre mille quatre cent soixantequinze Euro (EUR 1.020.184.475,00) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100561,

ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 9 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «INVISTA North America S.à r.l.», (ci-après, la Société), ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67095, constituée par acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 16 novembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 48, en date du 27 janvier 1999, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 29 avril 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2396, en date du 1^{er} octobre 2008.

II. Le capital social de la Société est fixé à trente-quatre millions cinq cent cinquante-huit mille neuf cents Dollars Américains (USD 34.558.900,00) représenté par six cent quatre-vingt-onze mille cent soixante-dix-huit (691.178) parts sociales (les Parts Sociales) ayant toutes une valeur nominale de cinquante Dollars Américains (EUR 50,00) chacune.

III. L'associé unique décide de procéder à une refonte totale des statuts de la Société, pour leur donner la teneur suivante:

Art. 1^{er} . Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les "Statuts").

Art. 2. La Société a pour objet la détention, l'administration et le développement de tous types de droits de propriété intellectuelle et de droits de licence, quelle qu'en soit la forme, en ce notamment compris, mais non exclusivement, les marques, les brevets, les droits d'auteurs et les droits d'information, au Luxembourg ou en dehors du Luxembourg ainsi que la fourniture de financements aux sociétés du groupe, en particulier par la voie de succursales situées dans ou en dehors du Luxembourg.

La Société peut prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que contrôler, gérer et mettre en valeur ces participations.

La Société pourra fournir une assistance financière à n'importe quelle société liée, en particulier accorder des prêts, des ouvertures de crédit, des intérêts sur titres ou des garanties sous quelque forme que ce soit et quels qu'en soient les termes et leur fournir du conseil ou une assistance sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra acquérir tous titres et droits par voie de participation, de souscription, de négociation ou de toute autre manière, participer à l'établissement, à la mise en valeur et au contrôle de toutes sociétés ou entreprises, et leur fournir toute assistance.

La Société pourra exercer une activité industrielle et tenir un établissement commercial ouvert au public. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations ou tous autres instruments financiers qui pourront être convertibles.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a comme dénomination "INVISTA North America S.à r.l."

Art. 5. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune par simple décision du conseil de gérance ou par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires, suivant les exigences des dispositions alors applicables de la Loi.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à trente-quatre millions cinq cent cinquante-huit mille neuf cents Dollars Américains (USD 34.558.900,00) représenté par six cent quatre-vingt-onze mille cent soixante-dix-huit (691.178) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante Dollars Américains (USD 50,00) chacune.

La Société pourra racheter ses propres parts sociales dans les limites fixées par les Statuts et la Loi.

Art. 7. Le capital social peut être modifié à tout moment par une résolution de l'associé unique ou par une résolution de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, suivant les dispositions des articles 17 et 18 des Statuts.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application des prescriptions de l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société est valablement engagée par la signature individuelle de son gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par les signatures conjointes de deux gérants, ou par les signatures conjointes ou individuelles de toutes personnes qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par les gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si la majorité des membres est présente ou représentée par procurations. Toute décision du conseil de gérance doit être adoptée à la majorité des gérants présents ou représentés.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence call par téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la clôture du dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés

et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 13. Aucun contrat ou autre opération entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs des gérants ou fondateurs de pouvoir de la Société y aura un intérêt personnel, ou en est administrateur, associé, fondateur de pouvoir ou salarié. Tout gérant ou fondateur de pouvoir de la société qui remplira les fonctions d'administrateur, d'associé, de fondateur de pouvoir ou d'employé d'une société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relation d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, empêché de donner son avis ou de voter ou d'agir sur toutes opérations relatives à un tel contrat ou à une telle opération.

Un gérant ou un fondateur de pouvoir de la Société ayant un intérêt personnel opposé dans une opération de la Société sera obligé d'en informer les actionnaires et s'abstiendra de donner un avis ou de voter sur telle opération.

Toute personne qui était ou est partie ou est menacée d'être partie à une action, demande ou un procès qui est en cours, annoncé ou a abouti, de nature civile, criminelle, administrative ou d'enquête (autre qu'une action par ou pour la Société) en raison du fait que la personne est un agent, gérant ou employé de la Société ou agissait ou agit à la demande de la Société comme administrateur (ceci incluant les comités des conseils d'administration), gérant, agent, ou employé d'une autre société ou entité (une Personne Couverte), peut être indemnisée par la Société, à sa seule et absolue discrétion et dans tous les cas où la Société est obligée d'indemniser la Personne Couverte en vertu des lois applicables, de jugements ou ordonnances, de tous coûts et dépenses raisonnables, jugements, amendes ou montants à payer par transaction, effectivement et raisonnablement encourus par la Personne Couverte en relation avec une telle action, demande ou procès dans la mesure où la Personne Couverte a agi de bonne foi et d'une manière que la personne avait des raisons de croire dans l'intérêt ou non contraire aux meilleurs intérêts de la Société, et, en ce qui concerne une éventuelle action ou procès criminel, la personne n'avait pas de raisons de croire que sa conduite était contraire à la loi. La fin d'une quelconque action, demande ou procès par jugement, ordonnances, transaction, condamnation ou sur une défense de nolo contendere ou son équivalent, ne devra pas créer en soi une présomption que la Personne Couverte n'a pas agi de bonne foi ou d'une manière que la personne avait des raisons de croire dans l'intérêt ou non contraire aux meilleurs intérêts de la Société, et, s'agissant d'une éventuelle action ou procès criminel, la personne n'avait pas de raisons de croire que sa conduite était contraire à la loi.

Les frais (incluant les honoraires d'avocats) encourus par la Personne Couverte dans le cadre d'une éventuelle action, demande ou procès de la nature décrite dans l'alinéa précédant peut, à la seule et absolue discrétion de la Société et dans tout les cas où la Société y est obligée en vertu des lois applicables, jugements ou ordonnances, peuvent être payés par la Société en avance sur la décision finale de l'action, demande ou procès à condition d'avoir reçu un engagement par ou pour le compte de la Personne Couverte de repayer un tel montant s'il devait finalement être déterminé que la Personne Couverte n'a pas droit à être indemnisée par la Société comme autorisé dans cette section. De plus, la Société peut choisir à tout moment de cesser d'avancer des frais à la Personne Couverte si de telles avances sont déterminées par la Société, à sa seule et absolue discrétion, comme n'étant dans le meilleur intérêt de la Société.

Art. 14. Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non.

Le ou les commissaires aux comptes sont nommés par l'assemblée générale des associés qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Art. 15. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 18. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Art. 19. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, le boni de liquidation sera réparti équitablement entre tous les associés en proportion de leur participation dans la Société.

Art. 20. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.»

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Esch-sur-Alzette, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17587. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014205767/349.

(140229269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

LG74 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 193.175.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-troisième jour du mois de décembre.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

1. ARACALUX S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stumper, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, ici représentée par Monsieur Julien GRANGER, demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stumper, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 10 décembre 2014 à Genève (Suisse).

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme mentionné ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit (ci-après, «Statut» ou «Statuts»):

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «LG74 S.à r.l.»

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit au sein de la municipalité par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège,

demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est, directement ou indirectement par la possession de participations dans d'autres sociétés ou entreprises, l'acquisition, le développement, la détention ou la vente de biens immobiliers.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

L'objet de la Société peut notamment acquérir des participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et peut gérer ces participations. La Société peut acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

La Société n'est pas dissoute par le décès, la suspension des droits civils, l'incapacité, l'insolvabilité, faillite ou tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs des associés.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur au pair comptable. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant les associés n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du gérant unique ou par la signature individuelle d'un seul gérant si plus d'un gérant a été nommé.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exigera, ou sur convocation de tout Gérant au lieu indiqué dans la convocation. Une telle convocation indiquera l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter.

Une convocation écrite devra être transmise pour toutes les réunions du Conseil de Gérance à tous les Gérants au moins 24 (vingt-quatre) heures avant de la date prévue pour une telle réunion, sauf en cas d'urgence, dans lequel cas la nature de ces circonstances devra être énoncée dans la convocation de la réunion du Conseil Gérance.

Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil de Gérance de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés, et d'avoir eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il pourra être renoncé à la convocation par consentement écrit énoncé par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront au siège de la société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des gérants doivent être consignées par écrit.

Les décisions du Conseil de Gérance seront enregistrées sous forme de procès-verbaux signés par tous les Gérants présents ou représentés lors de la réunion. Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le gérant unique ou par deux gérants agissant conjointement si plus d'un gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce gérant devra en aviser les autres gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant,

collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants-Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société, à condition qu'un tel engagement soit en conformité avec ces Articles ainsi qu'avec les dispositions applicables de la Loi.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

Art. 17. Commissaires. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société à plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le quatrième vendredi de mai à 15 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, l'assemblée générale annuelle des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions. De plus, l'assemblée générale des associés a, à tout moment, le pouvoir d'effectuer des distributions supplémentaires de la même façon que lors de l'assemblée générale annuelle des associés sous réserve qu'il y ait suffisamment de fonds disponibles.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés sur base de comptes intermédiaires. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et paiement

Le capital social de la Société a été souscrit par l'Associé Unique, ARACALUX S.A., prénommée, comme suit:

cent parts sociales:	100
Total:	100

Toutes ces parts sociales ont été entièrement payées, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) correspondant au capital social de la Société est dès à présent à la disposition de la Société, tel que cela a été prouvé au notaire

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cent euros (EUR 1.100,-)

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre de 2015.

*Assemblée générale extraordinaire
Première résolution*

L'Associé Unique a décidé d'établir le siège social au L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, Grand-Duché du Luxembourg.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de fixer à deux (2) le nombre de Gérants pour une période indéterminée:

- Julien GRANGER, gérant, né le 26 octobre 1981 à Rambouillet, France, avec adresse professionnelle au L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper;
- Julie GILLARDIN, gérante, née le 24 novembre 1982 à Liège, Belgique, avec adresse professionnelle au L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

Troisième résolution

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle d'un seul gérant si plus d'un gérant a été nommé.
Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.
Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: J. GRANGER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 24 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16845. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2015000421/290.

(140234995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Leader and Partners International, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 72.502.

Les comptes annuels modifiés au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Document faisant l'objet de la rectification:

Référence: L090015896

Déposé le: 29/01/2009

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014208190/14.

(140232431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

XPECT SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1133 Luxembourg, 15, rue des Ardennes.

R.C.S. Luxembourg B 85.487.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour XPECT S.A.

Fiduciaire des Classes Moyennes

Référence de publication: 2014208721/11.

(140232563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Manulife Global Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 26.141.

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth of December.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held:

an extraordinary general meeting of shareholders of MANULIFE GLOBAL FUND, having its registered office at Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), incorporated on July 7, 1987, the articles of incorporation of which (the "Articles of Incorporation") were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), no 236 on August 7, 1987 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number 26141. The Articles of Incorporation were amended for the last time by deed of the undersigned notary dated November 15, 2006 and published in the Mémorial, Recueil Spécial C, number 7 of January 8, 2007.

The meeting was declared open at 11.00 a.m. and was presided over by Mrs Laurence KREICHER, employee, with professional address in Bertrange, who assumes also the function of scrutineer.

The Chairman appointed as secretary of the meeting Mrs Arlette SIEBENALER, employee, with professional address in Luxembourg.

The Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau. The said list and proxies initialled "ne varietur" by the members of the bureau will be annexed to this document, to be registered with this deed.

II. This meeting has been convened by notices containing the agenda published in the Mémorial on October 17, 2014 and on November 17, 2014 and in the Luxemburger Wort on October 17, 2014 and on November 14, 2014.

III. The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

Agenda:

1. To amend article 3 to replace the references to "the law of 20 December 2002" and to "the 2002 Law" by references to "the law of 17 December 2010" and "the 2010 Law" respectively.

2. To amend article 8 in order to supplement the definition of an "Unqualified Person" and to delete section (B) relating to the definition of "U.S. Person" to replace it by a cross-reference to the Prospectus of the Company where such term is defined.

3. To amend article 14 to clarify in the second paragraph that shareholder meetings may be presided by any person.

4. To amend article 16 (i) to replace the references to "the 2002 Law" by a reference to "the 2010 Law", to replace the references to "Directive 85/611/EEC" by a reference to "Directive 2009/65/EC", to replace the references to "first and second indents" by "(a) and (b)" and to replace the references to "as amended" by "as may be amended from time to time" and (ii) to provide that any Fund of the Company can, under the conditions of the law of 17 December 2010, invest into one or several other Funds of the Company and (iii) to allow for the possibility of creating feeder Funds.

5. To amend article 20 to replace the reference to "Article 113 of the 2002 Law" by a reference to "Article 154 of the 2010 Law".

6. To amend article 21 (i) to replace the reference to "the 2002 Law" by a reference to "the 2010 Law", (ii) to clarify in the eighth last paragraph that shares of a given Class or Category may be converted into shares of the same Class or Category whether of another Fund or of the same Fund, (iii) to delete the references to mergers from the fifth last paragraph, (iv) to delete the words "or its merger with another Fund of the Company or with another Luxembourg UCITS, in each case" as well as the words "or merged" in the fourth last paragraph, (v) to delete the third and second last paragraphs and (vi) to add, at the end of the article two paragraphs relating to the merger provisions applicable under the 2010 Law.

7. To amend article 22 to add a paragraph f) providing that the determination of the net asset value of Shares may be suspended in case of a merger of a Fund or of the Company, if justified with a view to protecting the interest of Shareholders, and to add a paragraph g) providing that the determination of the net asset value of Shares of a Fund that is a feeder fund may be suspended in case of suspension of the determination of the net asset value of Shares of the master fund.

8. To amend article 24 by deleting the last sentence relating to the payment of fees by the General Adviser, such provision being contained in the Company's prospectus.

9. To amend article 25 by deleting the words "sent to registered Shareholders and/or published and" in the last paragraph.

10. To amend article 26 to include references to interim dividends and to simplify the dividend and interim dividend provisions in order to state that the board of directors of the Company may decide to distribute interim dividends, but that no distributions can be made where as a result of such distributions the capital of the Company would fall below the legal minimum.

11. To amend article 27 by deleting the words "Articles 67-1 and 142 of" and by replacing "Article 107 of the 2002 Law" by "Article 146 of the 2010 Law" in the last paragraph.

12. To amend article 30 to replace the reference to "the 2002 Law" by a reference to "the 2010 Law";

13. To make miscellaneous amendments to articles 4, 5, 6, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 21, 22, 23, 24, 25 and 26 to harmonise the terminologies used throughout the Articles, to delete any outdated, redundant or superfluous information and to introduce a table of contents.

14. To decide that the restated articles of the Company be solely drafted in English and not be followed by a French translation.

V.- It appears from the attendance list, that out of 1,763,359,632.386 shares in circulation, 1,311,707,674.00 shares are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting took the following resolution by unanimous vote:

Resolution

The meeting approves the amendments to the Articles of Incorporation as listed in the agenda and resolves to restate the Articles in English as follows:

Denomination

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "MANULIFE GLOBAL FUND" (the "Company").

Duration

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Object

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to in Article 41 (1) of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the "2010 Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law.

Registered office

Art. 4. The registered office of the Company is established in the commune of Bertrange in the Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg upon decision of the general meeting of shareholders.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board of Directors").

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Share capital - Shares - Classes of shares

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value (the “Shares”) and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof.

The minimum capital of the Company shall be not less than the equivalent in United States Dollars of one million two hundred and fifty thousand Euro (€ 1,250,000.-)

The Board of Directors is authorised without limitation to allot and issue fully paid Shares and, as far as Registered Shares are concerned, fractions thereof (in multiples of one thousandth of a Share), at any time in accordance with Article 24 hereof, based on the net asset value (“Net Asset Value”) per Share of the respective Fund determined in accordance with Article 23, hereof without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such Shares, however always remaining within the limits imposed by law.

Such Shares may, as the Board of Directors shall determine, be attributable to different compartments (“Funds”) which may be denominated in different currencies. The proceeds of the issue of the Shares of each Fund (after the deduction of any initial charge and notional dealing costs which may be charged to them from time to time) shall be invested in accordance with the objectives set out in Article 3 hereof in securities or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Fund.

Shares may be divided into classes (“a Class”) and categories (“a Category”), which may differ, in respect of such special features, as the Board of Directors may decide. The Board of Directors may decide if and from what date Shares of any such Class and Category shall be offered for sale, those Shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board of Directors.

No allotment shall be made in respect of an application by an applicant for Shares of any single Class or any single Category having a value less than that of the minimum holding as disclosed in the Company’s current prospectus save where such applicant already holds a minimum holding. Notwithstanding the foregoing, the Directors shall have the power to waive the minimum holding requirement in respect of any allotment and issue of Shares.

The Company may on any issue of Shares pay such brokerage as may be lawful and the Company’s service providers may pass on to a shareholder or his agents the benefit of any discounts, commissions or charges received by the service providers in connection with the issue of Shares to such a shareholder.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Fund shall in the case of a Fund not denominated in US dollars, be notionally converted into US dollars in accordance with Article 25 and the capital shall be the total of the net assets of all the Funds.

The Company shall prepare consolidated accounts in USD.

Registered shares - Bearer shares

Art. 6. Since 28th July 1995, Shares are issued in registered form only. Shares issued before this date may be held in either registered (“Registered Shares”) or bearer (“Bearer Shares”) form.

In respect of Bearer Shares, if issued, certificates will be in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a Bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations (or vice versa), no cost will be charged to him. In the case of Registered Shares, if the Board of Directors resolves that Shareholders may elect to obtain Share certificates and if a shareholder (a “Shareholder”) does not expressly elect to obtain Share certificates, he will receive in lieu thereof a confirmation of his shareholding. If a registered Shareholder wishes that more than one Share certificate be issued for his Shares, or if a Bearer Shareholder requests the conversion of his Bearer Shares into Registered Shares, the Board of Directors may in its discretion levy a charge on such Shareholder to cover the administrative costs incurred in effecting such exchange.

No charge may be made on the issue of a certificate for the balance of a shareholding following a transfer, redemption or conversion of Shares.

Share certificates shall be signed by either two directors or one director and an official duly authorised by the Board of Directors for such purpose. Signatures of the directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised official shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the Dealing Price per Share as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive Share certificates or, subject as aforesaid a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders, in respect of Registered Shares, at their mandated addresses in the Register of Shareholders or to such other address as given to the Board of Directors in writing and, in respect of Bearer Shares, upon presentation of the relevant dividend coupons to the agent or agents appointed by the Company for such purpose.

All issued Shares of the Company other than Bearer Shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register shall contain the name of each holder of Registered Shares, his residence or elected domicile (and in the case of joint holders the first named joint holder's address only) so far as notified to the Company and the number of Shares and Fund held by him. Every transfer of a Share other than a Bearer Share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been approved by the Board of Directors for registering any other document relating to or affecting the title to any Share.

Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and from any lien in favour of the Company.

Transfer of Bearer Shares shall be effected by delivery of the relevant Bearer Share certificates. Transfer of Registered Shares shall be effected by inscription of the transfer by the Company in the Register of Shareholders upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such Shares, to the Company along with other instruments and pre-conditions of transfer satisfactory to the Company.

Every registered Shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of Shares (the joint holding of Shares being limited to a maximum of four persons) only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such Shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. The Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Subject to the prior approval of the Company, Shares may also be issued upon acceptance of the subscription against contribution in kind of transferable securities and other assets compatible with the investment policy and the objective of the Company. Such transferable securities and other assets will be valued independently in accordance with Luxembourg law by means of a special report of the Company's auditor.

If payment made by any subscriber (who is subscribing for Registered Shares) results in the issue of a fraction of a Share, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. Fractions of Shares shall not carry a vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of any dividend. In the case of Bearer Shares, only certificates evidencing a whole number of Shares will be issued, and such Shares may not be purchased or redeemed in fractional amounts.

Lost and damaged certificates

Art. 7. If any holder of Bearer Shares can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder any exceptional out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate or a new Share certificate in substitution for one mislaid, mutilated, or destroyed.

Restrictions on shareholding

Art. 8. The Board of Directors shall have power to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of Shares) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company or no Shares of any Fund are acquired or held by or on behalf of an Unqualified Person (as defined hereafter). In addition to the foregoing, the Board of Directors may determine to restrict the purchase of Shares when it is in the interest of the Company and/or its Shareholders to do so, including when the Company or any Fund reaches a size that could impact the ability to find suitable investments for the Company or Fund.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by an Unqualified Person. For such purposes, the Company may:

(a) decline to issue any Share where it appears to it that such issue would or might result in such Share being directly or beneficially owned by an Unqualified Person;

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in an Unqualified Person; and

(c) where it appears to the Company that an Unqualified Person, who is precluded from holding Shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares, compulsorily redeem from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

(1) the Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to

be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as defined below) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the Register of Shareholders. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such Shareholder shall cease to be a Shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if issued) representing the Shares specified in the Redemption Notice;

(2) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the “Redemption Price”) shall be an amount equal to the Dealing Price of Shares in the Company of the relevant Fund, determined in accordance with Article 21 hereof;

(3) payment of the Redemption Price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Fund and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a Share certificate shall have been issued, upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid;

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of an Unqualified Person (in person or by proxy) at any meeting of Shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles

an “Unqualified Person” means:

- (i) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority;
- (ii) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation, or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered;
- (iii) any person that fails to provide any information requested by the Company and/or any distributor of Shares and/or any other entity duly designated by the Company (each, an “Information Recipient”) in connection with the satisfaction of requirements of any governmental or regulatory authority in such jurisdiction as disclosed in the Company’s prospectus and as may be notified to Shareholders from time to time as well as other applicable legal obligations relating to, but not limited to, information sharing and tax reporting and withholding of any payments due to Shareholders from the Company that may be applicable to the Company and/or any Fund from time to time (collectively, “regulatory and legal requirements”);
- (iv) any person that withdraws their consent to waive any and all rights of such person under any relevant law or regulation in any applicable jurisdiction, including but not limited to any professional or banking secrecy rules, that would prevent any relevant Information Recipient from meeting applicable regulatory and legal requirements at any time, or objects to a transfer to a country located outside of the jurisdictions disclosed in the Company’s prospectus, or contests such waiver previously provided;
- (v) any person that violates the trading policy of the Company or any Fund, which policy is meant to protect against both potential disruptions in portfolio management and increased expenses; or
- (vi) a U.S. Person (as such term is defined in the Company’s prospectus).

Powers of the General Meeting of Shareholders

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders of the Company regardless of the Fund held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

General meetings

Art. 10. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company in Luxembourg, or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Friday of the month of October of each year at 11.00 a.m.. If such day is not a business day (“Business Day”) (being a full day on which the banks in Luxembourg are open for business) in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified by the Board of Directors in the respective notices of meeting.

Special meetings of the holders of Shares of any one Fund, Class or Category or of several Funds, Classes or Categories may be convened by the Board of Directors to decide on any matters relating to such one or more Funds, Classes or Categories and/or to a variation of their rights.

Quorum and votes

Art. 11. Unless otherwise provided herein, the quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the general meetings of Shareholders of the Company.

As long as the share capital is divided into different Classes and Categories of Shares, the rights attached to the Shares of any Class or Category (unless otherwise provided by the terms of issue of the Shares of that Class or Category) may, whether or not the Company is being wound up, be varied with the sanction of a resolution passed at a separate general meeting of the holders of the Shares of that Class or Category by a majority of two-thirds of the votes cast at such separate general meeting. To every such separate meeting the provisions of these Articles relating to general meetings shall mutatis mutandis apply, but so that the minimum necessary quorum at every such separate general meeting shall be holders of the Shares of the Class or Category in question present in person or by proxy holding not less than one-half of the issued Shares of that Class or Category (or, if at any adjourned, Class or Category meeting of such holders a quorum as defined above is not present, any one person present holding Shares of the Class or Category in question or his proxy shall be a quorum).

Each whole Share of whatever Fund and regardless of the Net Asset Value per Share within the Fund, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

Except as otherwise required by law or as otherwise required herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Convening notice

Art. 12. Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors, pursuant to notice setting forth the agenda, sent at least 8 days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the Register of Shareholders.

If bearer Shares are issued notice shall, in addition, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

Directors

Art. 13. The Company shall be managed by the Board of Directors composed of not less than three persons. Members of the Board of Directors need not be Shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the Shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders.

Proceedings of Directors

Art. 14. The Board of Directors shall choose from among its members a chairperson, and may choose from among its members one or more vice-chairpersons. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairperson shall preside at all meetings of the Board of Directors, but failing a chairperson or in his absence the Board of Directors may appoint another Director as chairperson pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. Shareholder meetings may be presided by any person.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

No meeting of Directors (including committees of which one or several Directors are members as described in the last paragraph of this Article) shall be held in the United Kingdom and any decision reached or resolutions passed by the Directors at any meeting which is held in the United Kingdom shall be invalid and of no effect.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex electronic mail or telefax another director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex electronic mail or telefax.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors shall deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present (which may be by way of a telephone conference call or video conference call) or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. The chairperson of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the directors.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be directors or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons (being dirigeants in the case of self-managed SICAV) or corporate entities (being the designated management company) which need not be members of the Board of Directors, acting under supervision of the Board of Directors. The then current prospectus of the Company will indicate to whom the daily management has been delegated. The Board of Directors may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors of the Company and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Company.

Minutes of Board of Directors meetings

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairperson pro tempore who presided over such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two directors.

Determination of investment policies

Art. 16. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles, to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors shall have the power to do all things on behalf of the Company which are not expressly reserved to the shareholders in general meeting by these Articles and shall, without limiting the generality of the foregoing, have the power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each Fund and the portfolio relating thereto based on the principle of spreading of risks, subject to such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law and by regulations and as may be determined by the Board of Directors.

The Board of Directors has, in particular, power to determine the corporate policy. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not effect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law or be laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolution of the Board of Directors and as shall be described in any prospectus relating to the offer of Shares.

In the determination and implementation of the investment policy the Board of Directors may cause the assets of the Company to be invested in transferable securities and money market instruments, units of undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other undertakings for collective investment ("UCIs") within the meaning of Article 1, paragraph (2) (a) and (b) of Directive 2009/65/EC, deposits with credit institutions, financial derivative instruments and all other permitted assets such as referred to in Part I of the 2010 Law.

Such assets comprise but are not limited to:

- (a) Transferable securities and money market instruments admitted to official listings on stock exchanges in Member States of the European Union (the "EU");
- (b) Transferable securities and money market instruments dealt in on other regulated markets in Member States of the EU, that are operating regularly, are recognised and are open to the public;
- (c) Transferable securities and money market instruments admitted to official listings on stock exchanges in any member country of the OECD, any other country in Europe, Asia, Oceania the American continents and Africa;

(d) Transferable securities and money market instruments dealt in on other regulated markets that are operating regularly, are recognised and open to the public of any member country of the OECD, any other country in Europe, Asia, Oceania the American continents and Africa;

(e) Recently issued transferable securities and money market instruments provided that the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to the official listing on one of the stock exchanges as specified in a) and c) or regulated markets that are operating regularly, are recognised and open to the public as specified in b) and d) and that such admission is secured within a year of issue;

(f) Units of UCITS and/or other UCIs within the meaning of Article 1(2), (a) and (b) of Directive 2009/65/EC, as may be amended from time to time, whether they are situated in a Member State or not, provided that:

- such other UCIs are authorized under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unitholders in the other UCIs is equivalent to that provided for unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on assets segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC, as may be amended from time to time;

- the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- no more than 10% of the UCITS' or other UCIs' assets (or of the assets of any sub-fund thereof, provided that the principle of segregation of liabilities of the different compartments is ensured in relation to third parties), whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs.

The Funds will not invest more than 10% of their net assets into units of UCITS or other UCIs unless otherwise provided for in respect of certain Funds by the Company's current prospectus.

A Fund can, under the conditions provided for in Article 181 paragraph 8 of the 2010 Law, invest in the shares issued by one or several other Funds of the Company.

Notwithstanding the 10% limit aforementioned in the Article, the Company may determine, under the conditions provided for in Chapter 9 of the 2010 Law, that a Fund ("Feeder") may invest at least 85% of its assets in units or shares of another UCITS ("Master") authorised according to Directive 2009/65/EC (or a portfolio of such UCITS).

(g) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in an EU Member State or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

(h) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market; and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that:

- the underlying consists of instruments described in subparagraphs (a) to (g) above, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives;

- the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF and;

- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative;

(i) money market instruments other than those dealt in on a regulated market, which fall under Article 1 of the 2010 Law, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of an EU Member State, the European Central Bank, the EU or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong; or

- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in subparagraphs (a), (b) or (c) above; or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law; or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least EUR 10 million and which presents and publishes its annual accounts in accordance with Directive 78/660/EEC (1), is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

The Company may invest up to a maximum of 20% of the net assets of any Fund in equity and/or debt securities issued by the same body when the aim of the investment policy of the given Fund is to replicate the composition of a certain equity or debt securities index which is recognised by the CSSF, on the following basis:

- the composition of the index is sufficiently diversified;
- the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers;
- it is published in an appropriate manner.

This limit is 35% where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. Investment up to this limit is permitted only in the securities of a single issuer.

The Company may invest up to a maximum of 35% of the assets of any Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, by a non-Member State or by public international bodies to which one or more Member States belong.

The Company may invest up to 100% of the assets of any Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, by another member State of the OECD or public international bodies of which one or more Member States are members, provided that (i) such securities are part of at least six different issues, and (ii) securities from any one issue do not account for more than 30% of the total assets of such Fund.

Directors' interest

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

A Director is entitled to vote on any proposal concerning the adoption, modification or operation of a superannuation fund or retirement benefits scheme under which he may benefit and which has been approved by or is subject to and conditional upon approval by the Board of Inland Revenue of the United Kingdom for taxation purposes.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving The Manufacturers Life Insurance Company Limited or any of its subsidiaries or any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

Indemnity

Art. 18. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be so indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Administration

Art. 19. The Company will be bound by the joint signatures of any two directors or by the signature of any director or officer to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Auditor

Art. 20. The Company shall appoint an authorised auditor who shall carry out the duties prescribed by Article 154 of the 2010 Law.

Redemption and conversion of shares

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by the 2010 Law.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company provided that

(i) the Company may, if compliance with such request would result in a holding of Shares in the Company of an aggregate amount or number of Shares as the Board of Directors may determine from time to time and disclosed in the prospectus, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder; and

(ii) the Company shall not be bound to redeem on any Dealing Day or in any period of seven consecutive Dealing Days more than 10% of the number of Shares of any Fund in issue on such valuation day.

If on any Dealing Day, or in any period of seven consecutive Dealing Days, the Company receives requests for redemptions of a greater number of Shares, it may declare that such redemptions are deferred until a Dealing Day not more than seven Dealing Days following such time. Any redemption requests in respect of the relevant Dealing Day so reduced will be effected in priority to subsequent redemption requests received on the succeeding Dealing days, subject always to the 10% limit. The limitation will be applied pro rata to all Shareholders who have requested redemptions to be effected on or as at such Dealing Day so that the proportion redeemed of each holding so requested is the same for all such Shareholders.

For the purpose of this article, conversions are considered as redemptions.

Whenever the Company shall redeem Shares, the price at which such Shares shall be redeemed by the Company shall be the Dealing Price per Share of the relevant Fund (as determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof) determined on the Dealing Day when or immediately after a written and irrevocable redemption request is received by rounding the resulting figure down to 4 decimal places, with any roundings retained for the benefit of the relevant Class or Category. The Directors may decide in their absolute discretion to deduct in respect of Shares of any Category which were subscribed for after 1st November 1993, a redemption charge not exceeding 1% (as further described in the current prospectus) in the event that redemption of the Shares takes place within two years of the date on which the Shares were subscribed for, and the Company's investment manager may differentiate between shareholders as to the amount of such redemption charge within the permitted limit.

If the Directors are operating an equalisation account in relation to the class or the relevant category of Shares being redeemed, the Redemption Price payable on the redemption of each such Share shall be deemed to include an amount equal to the capital sum payable from the equalisation account to the shareholder for settlement on the relevant Settlement Day and the following provisions shall apply thereto:

(i) Subject to sub-paragraph (ii) below, the Redemption Price at which the redemption of Shares of any category of any class pursuant to this Article shall be made shall normally be the Redemption Price calculated on the Dealing Day for the respective category of Shares of the class concerned, when the Company or its authorised agent is in receipt of such Redemption Notice provided that should any Redemption Notice be received after the cutoff time indicated in the Company's current prospectus on a Dealing Day the Company may defer the redemption to the next succeeding Dealing Day or such other Business Day as the Directors and the shareholder requesting redemption may agree.

(ii) (a) the shareholder requesting redemption shall lodge with the Company or its authorised agent not later than such other time as the Directors may determine either generally or in relation to a particular class or category of Shares or in any specific case on the Dealing Day on which the Redemption Price is due to be calculated pursuant to paragraph (i) above the Certificate for the Shares to be redeemed (or the Certificate with all the relative coupons for any bearer Shares to be redeemed) with the redemption request on the reverse thereof duly completed and signed, or in the case of Shares where no certificate has been issued, a redemption request duly completed and signed. Where a request for redemption relates to Shares which are or form part of a holding in respect of which a Confirmation has been issued, the Company may require the Confirmation to be lodged with the Company or its authorised agent in which event the provisions of this Article relating to Certificates shall apply mutatis mutandis;

(b) in the event of the said Certificate (with coupons attached, if any) with the said redemption request duly completed and signed, or in the case of Shares where no Certificate has been issued, a redemption request duly completed and signed not being received as aforesaid the Directors shall be at liberty to calculate the Redemption Price as provided for in paragraph (i) above but shall not be bound to do so and subject thereto the Redemption Price shall not be calculated until the Dealing Day on which by such other time as the Directors may determine either generally or in relation to a particular class or category of Shares or in any specific case it has been so received;

PROVIDED THAT the Directors may at their option dispense with the production of any Certificate or coupon which shall have become lost or destroyed upon compliance by the shareholder with the like requirements to those applying in the case of an application by him for replacement of a lost or destroyed Certificate.

The redemption proceeds shall be paid normally within five Business Days after the date on which the applicable dealing price ("Dealing Price") was determined or, if later, on the date the written confirmation, or as the case may be, Share certificates (if issued) have been received by the Company. Any such request must be filed or confirmed by such Shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares. Evidence of transfer or assignment accompanied by the certificate(s) (with redemption requests thereon), representing the shareholding, if issued in certificated form, must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption monies may be paid. Shares in the capital of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

The Directors may, if the shareholder so requests, arrange for the transfer by cable, telex or electronic transfer at the expense of the shareholder not later than the relevant Settlement Day (or, if banks are not open for business on such

Settlement Day in the place to which the moneys are to be transferred, not later than the first Business Day thereafter on which they are open for business in that place) of any such amount exceeding U.S.\$ 10,000 PROVIDED THAT the Company shall not in the absence of default or negligence on its part be liable to any person for any loss whatsoever resulting directly or indirectly from late settlement PROVIDED FURTHER THAT if any such amount payable to a single shareholder exceeds U.S.\$ 500,000 the Directors may defer the dispatch or transfer as the case may be of all or part of such amount to a date not later than the seventh Business Day after the relevant Settlement Day.

The Company shall, if the Shareholder requesting redemption so accepts, have the right to satisfy payment of redemption price in kind by allocating to such Shareholder assets from the Fund equal in value to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of such assets shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders and the valuation used shall be confirmed by a report of the Company's auditor.

Subject to any eligibility criteria as may be disclosed in the Company's prospectus from time to time, any shareholder may request conversion of the whole or part of his Shares other than Non-Convertible Shares (which expressions shall for the purposes of this Article mean any Shares which the Directors shall prior to allotment have designated as Shares which may not be converted into Shares of any other class or category or into which Shares of any other class or category may not be converted) of a given Class or Category into Shares of the same Class or Category, whether of another Fund or of the same Fund, based on a conversion formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the current Prospectus of the Company (the number of Shares of the new Class or Category to be allotted and issued being a multiple of one thousandth of a Share) provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such reasonable charge, as it shall determine and disclose in the current explanatory memorandum or prospectus.

Equalisation payments and capital sums taken into account in computing the number of Shares of the new Class or Category to be issued shall be deemed to have been paid by or to the holder as the case may be and the equalisation account credited or debited accordingly.

The Company shall not be bound to comply with a request for the conversion of part only of a holding of Shares of any class or category if such part comprises Shares having a value at their current Net Asset Value of less than the minimum holding of a given class or category or if such compliance would leave the holder thereof with a balance of Shares of that class or category having less than such value as aforesaid or would result in the holder thereof becoming a holder of Shares of any other class or category having less than such value as aforesaid.

In the event that, for any reason, the value of the total net assets of the Company, or any individual Fund, declines to, or fails to reach, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum appropriate level for the Company or relevant Fund, or in the event that the Board of Directors deems it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the Company or the relevant Fund, or because it is in the best interests of the relevant shareholders, the Company may by written notice to all Shareholders, or to Shareholders of the relevant Fund, as the case may be, redeem on the next valuation day following the expiry of the notice period all (but not some) of the Shares of the Company or of the Fund at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs of closing the Company or relevant Fund, but without the application of any redemption charge.

Termination of a Fund by compulsory redemption of all relevant Shares for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval of the Shareholders of the Fund to be terminated, at a duly convened Fund meeting which may be validly held without a quorum and decided by a simple majority of the Shares present or represented.

Liquidation proceeds not claimed by the Shareholders at the close of the liquidation of a Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited after 30 years.

The Board of Directors shall have the power, in accordance with the provisions of the 2010 Law, to merge a Fund, either as receiving or merging fund, with another Fund of the Company or with another UCITS (whether established in Luxembourg or another Member State and whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) or with a sub-fund of such UCITS. The Company shall send a notice to the Shareholders of the relevant Funds in accordance with the provisions of CSSF Regulation 10-5. Every Shareholder of the relevant Funds shall have the opportunity of requesting the redemption or the conversion of his own shares without any cost (other than the cost of disinvestment) during a period of at least 30 days before the effective date of the merger, it being understood that the effective date of the merger takes place within five business days after the expiry of such notice period.

A merger having as effect that the Company as a whole will cease to exist must be decided by the Shareholders of the Company before notary. No quorum is required and the decision shall be taken at a simple majority of the Shareholders present or represented and voting.

Valuations and suspension of valuations

Art. 22. The Net Asset Value of Shares in the Company shall be determined as to the Shares of each Fund by the Company from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board of Directors by regulation may direct (every such day or time for determination thereof being a Dealing Day), but so that no day observed as a holiday by banks in Luxembourg shall be a Dealing Day.

During the existence of any state of affairs which, in the opinion of the directors, makes the determination of the Net Asset Value of a Fund in the relevant currency of expression either not reasonably practical or prejudicial to the Shareholders of the Company, the Net Asset Value and the Subscription Price and Redemption Price may temporarily be determined in such other currency as the directors may determine.

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and the issue and redemption of Shares in any Fund as well as the right to convert Shares of any Fund into Shares of another Fund during:

(a) any stock exchange or market on which a substantial portion of the Company's investments attributable to the Fund in question are quoted is closed (including customary closings) or during which trading thereon is restricted or suspended; or

(b) the Directors believe that there exists an emergency as a result of which disposal by the Company of the investments attributable to the Fund in question is not practicable under normal conditions or without seriously harming the Company itself or any class of its shareholders; or

(c) the means of communication which are normally used for the purposes of determining the price or the value of the relevant investments or the stock exchange price cannot be used or if for any other reason the price or value of the relevant investments cannot be determined normally, quickly and correctly; or

(d) the transfer of funds which may be involved in the disposal of the relevant investment or in the payment by the Company for investments made cannot in the Directors opinion be made at normal exchange rates; or

(e) the Company is being or may be wound-up on or following the date on which notice is given of the meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company is to be proposed; and the issue of Shares of any class and the right of any shareholder to require redemption of his Shares or to convert his Shares into the Shares of another class shall be suspended accordingly; or

(f) following a decision to merge a Fund or the Company, if justified with a view to protecting the interest of Shareholders; or

(g) in case a Fund is a Feeder of another UCITS (or a sub-fund thereof), if the net asset value calculation of the Master UCITS (or the sub-fund thereof) is suspended.

Shareholders having requested subscription, redemption or conversion of their Shares shall be notified of any such suspension within seven days of their request and will be promptly notified of the termination of such suspension. Shares subscribed, redeemed or converted during such suspension will be subscribed, converted or redeemed based on their Net Asset Value on the valuation day immediately following such suspension.

The suspension as to any Fund will have no effect on the calculation of Net Asset Value and the issue, redemption and conversion of the Shares of any other Fund.

Determination of Net Asset Value

Art. 23. The Net Asset Value of each Fund, Class and Category shall be expressed in U.S. dollars or in the currency determined by the Board of Directors, as a per Share figure, and shall be determined in respect of each valuation day by dividing the net assets of the Company corresponding to the relevant Fund, Class and Category, being the value of the assets of the Company corresponding to such Fund, Class and Category less the liabilities attributable to such Fund, Class and Category, by the number of outstanding Shares of the relevant Fund, Class and Category.

The valuation of the Net Asset Value of each Fund, Class and Category shall be made in the following manner:

(1) The assets of the Company shall be deemed to include:

(i) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;

(ii) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not yet collected);

(iii) all securities, Shares, bonds, debentures, options or subscriptions rights and any other investments and securities belonging to the Company;

(iv) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company provided that the Company may adjust the valuation for fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividend or ex-rights;

(v) all accrued interest on any interest bearing securities held by the Company except to the extent that such interest is comprised in the principal thereof;

(vi) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

(vii) all other permitted assets of any kind and nature including prepaid expenses.

(2) The value of assets of the Company shall be determined as follows:

(a) the value of cash in hand or on deposit, of bills payable on demand and of any amount due, of prepaid expenses, of dividends and interest declared or due but not yet collected, shall be equal to the respective nominal value or amount, except if it appears unlikely that such nominal value or amount may be obtained, in which case the value shall be determined by deducting a certain amount which appears adequate to the Directors for the purpose of reflecting the true value of these assets;

(b) the value of all securities and other assets not within sub-paragraph (a) and listed on an official exchange or dealt in on another Regulated Market are valued on the basis of the last available price. If a security is quoted on different markets, the quotation of the main market for this security will be used. Fixed income securities are valued on the basis of the latest available middle price on the relevant stock exchange or the middle prices of last available quotes from market makers that constitute the main market for such securities;

(c) non-listed securities and securities which are listed or dealt in on a Regulated Market but in respect of which the last sales price is not representative of the fair value, are valued on the basis of their probable sales price as determined with prudence and in good faith by the Board of Directors;

(d) securities issued by open ended investment funds shall be valued at their last available net asset value or in accordance with item (b) above where such securities are listed;

(e) the liquidating value of futures, forward or options contracts that are not traded on exchanges or on other organised markets shall be determined pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other organised markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and organised markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on such Business Day with respect to which a Net Asset Value is being determined, then the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable;

(f) liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or using an amortised cost method. This amortised cost method may result in periods during which the value deviates from the price the relevant Fund would receive if it sold the investment. The investment manager of the Company will, from time to time, assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that such assets will be valued at their fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors. If the investment manager believes that a deviation from the amortised cost per Share may result in a material dilution or other unfair results to Shareholders, the investment manager shall take such corrective action, if any, as he deems appropriate, to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results;

(g) the swaps will be valued at the net present value of their cash flows;

(h) subject to what is said above, if on the date of the valuation cash or other assets belonging to the Company have been or are being disposed of, the amounts so to be obtained by the Company shall be included in the Company's assets, in lieu thereof; if however the value of such assets is not yet precisely known, it shall be appraised by the Directors with prudence and in good faith; and

(i) if in any case a particular Value is not ascertainable as above provided or if the Directors shall consider that some other method of valuation more accurately reflects the fair value of the relevant security or other asset for the purpose concerned then in such case the method of valuation of the relevant security or other asset shall be such as the Directors in their absolute discretion shall decide.

(3) The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(i) all borrowings, bills and other amounts due;

(ii) all administrative expenses due or accrued including the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, custodial, paying agency and corporate and central administration agency fees and expenses, the costs of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to Shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Company;

(iii) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Company for which no coupons have been presented and which therefore remain unpaid until the day these dividends revert to the Company by prescription;

(iv) any appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation and any other provisions of reserves authorised and approved by the Board of Directors; and

(v) any other liabilities of the Company of whatever kind towards third parties.

(4) The Board of Directors shall establish a portfolio of assets for each Fund in the following manner:

(i) the proceeds from the allotment and issue of Shares of each Fund shall be applied in the books of the Company to the Fund established for that Class of Shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such Fund, subject to the provisions of the Articles;

(ii) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Fund as the assets from which it was derived and on each valuation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Fund;

(iii) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Fund, such liability shall be allocated to the relevant Fund; the liabilities shall be segregated on a Fund basis with third party creditors having recourse only to the assets of the Fund concerned;

(iv) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Fund, such asset or liability shall be allocated by the Board of Directors, after consultation with the auditors, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances;

(v) upon the record date for the determination of any dividend declared on any Fund, the Net Asset Value of such Fund shall be reduced by the amount of such dividend, but subject always to the provision relating to the calculation of the Dealing Price of the Distributing Shares and Accumulating Shares of each Fund set out in the Articles.

(5) For the purpose of valuation under this Article:

(i) Shares of the relevant Fund in respect of which the Board of Directors has issued a redemption notice or in respect of which a redemption request has been received, shall be treated as existing and taken into account on the relevant Dealing Day, and from such time and until paid, the redemption price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(ii) all investments, cash balances and other assets of any Fund expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value of the relevant Fund is calculated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares;

(iii) effect shall be given on any Dealing Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Dealing Day, to the extent practicable; and

(iv) where the Board of Directors is of the view that any conversion or redemption which is to be effected will have the result of requiring significant sales of assets in order to provide the required liquidity, the value may, at the discretion of the Board of Directors be effected at the actual bid prices of the underlying assets and not the last available prices. Similarly, should any purchase or conversion of Shares result in a significant purchase of assets in the Company, the valuation may be done at the actual offer price of the underlying assets and not the last available price.

Subscription price

Art. 24. Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be the Dealing Price as defined here below to which a Sales Charge as the Board of Directors may from time to time determine, and as shall be disclosed in the Company's then current prospectus, may be added and by rounding the resulting figure upwards to 4 decimal places, with any roundings retained for the benefit of the relevant Class or Category. Such Sales Charge shall not exceed 6% of the Net Asset Value and the Company's investment manager may differentiate between shareholders as to the amount of such initial charge within the permitted limit. The Dealing Price shall be based on the Net Asset Value per Share of each Class of Shares by dividing the value of the total assets of each Fund allocable to such Class of Shares less the liabilities of such Fund allocable to such Class of Shares by the total number of Shares of such Class outstanding on the valuation day. The Net Asset Value per Share of each Class of Shares of a Fund may differ as a result of the different fees assessed on each Class of Shares of such Fund or of other particular features. If within a Class of Shares both Accumulating Shares and Distributing Shares are available, the Net Asset Value per Share attributable to these will also diverge over time. This is because holders of Distributing Shares are entitled to be paid the income attributable to such Shares on the relevant distribution dates, whereupon the Net Asset Value per Share of those Shares will fall, whereas holders of Accumulating Shares are not entitled to be paid the income attributable to such Shares, with that income being automatically transferred to (and retained as part of) the capital assets of the relevant Fund and therefore continuing to be reflected in the Net Asset Value per Share of such Shares.

The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed Five Business Days after the date on which the applicable Dealing Price was determined.

The General Adviser (as such term is defined in the Company's prospectus) may receive from the relevant Fund other fees such as for instance a management fee not exceeding 6% of the Net Asset Value per Share. Custodian fees payable to the Custodian by the Company shall not exceed 2% of the Net Asset Value per Share.

Performance fee is levied and payable to the General Adviser no more frequently than annually and only if the Net Asset Value per Share exceeds the Net Asset Value per Share on which the performance fee was last calculated and paid (i.e. on a "high-on-high basis"). In any event, the annual performance fees levied on a Fund shall not exceed 20% of the excess return on such high-on-high basis, otherwise three months' written notice will be given.

Financial year

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on the 1st July of each year and shall terminate on the 30th June of the following year.

The accounts of the Company shall be expressed in U.S. dollars or in respect of any Fund, in such other currency or currencies as the Board of Directors may determine. Where there shall be different Funds as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such Funds are maintained in different currencies, such accounts shall be converted into U.S. dollars and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company. The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the directors' report and the notice of the annual general meeting will be made available not less than 15 days prior to each annual general meeting.

Distribution of income

Art. 26. The general meeting of Shareholders of each Fund shall, upon the proposal of the Board of Directors in respect of each Fund, subject to any interim dividends having been declared or paid, determine how the annual net investment income shall be disposed of in respect of the relevant Fund.

Interim dividends may be paid out upon decision of the Board of Directors. No distribution may be made if after declaration of such distribution the Company's capital is less than the minimum capital imposed by law.

Dividends including interim dividends of differing amounts may be paid in respect of different classes or categories of Shares. When a dividend is paid on one category of a class but not on another, an amount equivalent to the amount of dividends paid on the distributing category of the class will be accrued proportionally to the non-distributing categories of the same class.

Dividends including interim dividends may be paid in dollars or in the currency of the class or category, or in any other currency selected by the Directors, and subject to any applicable provisions of these Articles of Association shall be paid at such places and times as may be determined by the Directors. The Directors may determine in their absolute discretion the rate of conversion applicable to translate dividends or advances on account of a dividend declared or to be paid in one currency into the currency of payment.

No interest shall be paid on a dividend pending payment.

No dividends shall be declared in respect of non-distributing Shares.

For the purpose only of determining the amount to be declared by way of dividend per Share in respect of Shares of any class or category there shall be deemed to be included in the profits of the Company available for distribution by way of dividend the amount standing to the credit of the equalisation account in respect of Shares of that class or category at the date by reference to which such determination is made. On the occasion of the payment of a dividend to the holder of a Share in respect of which an Equalisation Payment was made and to whom a capital sum is payable the amount of the dividend payable to such holder shall be reduced by the amount of the capital sum payable to such holder as aforesaid and if such capital sum is equal to or greater than the dividend which would otherwise be payable no dividend shall be payable on such Share to the effect that the amount payable on all Shares of the relevant class or category is the same notwithstanding that in the case of some Shares it comprises dividend alone, in the case of others capital repayment alone and in the case of others, in varying proportions, partly dividend and partly capital repayment.

Distribution upon liquidation

Art. 27. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The assets available for distribution among the shareholders shall be applied in the following priority:

(a) first, in the payment to the holders of each class of Shares of any balance then remaining in the relevant Fund, such payment being made to the holders of the different categories in proportion to the net assets allocated to the relevant category and to each holder in proportion to the number of Shares of the category held; and

(b) secondly, in the payment to the holders of Shares of any balance then remaining and not comprised within any of the Funds, such balance being first apportioned as between the Funds and within each Fund between the categories of Shares pro rata to the Net Asset Value of each class and within each class, prorata to the net asset value allocated to each category of Shares immediately prior to any distribution to shareholders, and payment being made of the amount so apportioned to the holders of Shares of each category of each class in proportion to the number of Shares of that category held.

With the consent of the Shareholders expressed in the manner provided for by the 1915 Law, the Company may be liquidated and the liquidator authorised subject to giving one month's prior notice to the Shareholders and by a decision by majority vote of two thirds of the Company's Shareholders to transfer all assets and liabilities of the Company to a Luxembourg UCITS in exchange for the issue to the Shareholders in the Company of shares of such UCITS in proportion to their shareholding in the Company. Otherwise any liquidation will entitle a shareholder to a pro rata share of the liquidation proceeds corresponding to his Class of Shares. Moneys available for distribution to Shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by Shareholders will at the close of liquidation be deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg pursuant to Article 146 of the 2010 Law, where during 30 years they will be held at the disposal of the Shareholders entitled thereto.

Equalisation payments

Art. 28.

(1) All Equalisation Payments made or deemed to have been made in respect of any class or category of Shares shall be credited to an equalisation account in respect of that class or category.

An Equalisation Payment shall be returnable in whole or in part to the shareholder only in the form and in the events specified in paragraph (2) of this Article.

(2) The holder of a Share in respect of which an Equalisation Payment was made or deemed to have been made shall be entitled to the payment (which in the case of sub-paragraphs (ii) and (iii) below shall be deemed to be included in the Redemption Price paid or (as the case may be) the amount distributable to the shareholder pursuant to these Articles) from the equalisation account of that class or category of Shares of a capital sum in the amount hereinafter provided on:

(i) the payment of the first dividend thereon after the date of issue of such Share; or

(ii) the redemption (including any redemption in connection with a conversion of such Share into another class or category) of such Share to the extent that an Equalisation Payment was made or deemed to have been made and a capital sum referred to in paragraph (3) of this Article shall not as at the time of such redemption have been returned in whole to the shareholder; or

(iii) upon the winding up or dissolution of the Company to the extent that an Equalisation Payment was made or deemed to have been made and a capital sum referred to in paragraph (3) of this Article shall not at the time of such redemption have been returned in whole to the shareholder.

(3) The capital sum payable pursuant to paragraph (2) of this Article shall be an amount equal to the Equalisation Payment made or deemed to have been made on the issue of such Share or if the Directors so think fit, a sum calculated by dividing the aggregate of all Equalisation Payments standing to the credit of the equalisation account of the class or category of such Share at the relevant date, by the number of Shares of that class or category in respect of which such capital sums are payable and provided that in so doing such Shares of that class or category may be divided into two or more groups issued within different periods of time as may be selected by the Directors in any one accounting period and the capital sum payable on each Share of that class or category in each such group shall be a sum calculated (subject to paragraph (4) of this Article) by dividing the aggregate of all Equalisation Payments standing to the credit of the relevant equalisation account in respect of the Shares of each such group by the number of Shares in that group. Provided further that in no circumstances shall the capital sum payable in respect of any one Share of any class and category and type pursuant to this paragraph exceed the amount of the dividend declared on such Share.

(4) All unclaimed capital sums to which a shareholder is entitled pursuant to paragraph (3) of this Article may be invested or otherwise made use of by the Directors for the benefit of the Company until claimed. No such capital sum shall bear interest against the Company. The payment by the Directors of any such unclaimed capital sum in respect of a Share shall not constitute the Company a trustee in respect thereof.

(5) Where the Directors are operating an equalisation account in relation to a class or category of Shares, there may on the redemption of a Share of that class or category (including any redemption in connection with a conversion of such Share into another class or category) be transferred from the relevant equalisation account income available for distribution of the related Fund of an amount equal to that part of the Redemption Price of such Share as represents Net Undistributed Income of the related Fund less any capital sum payable out of the equalisation account of that Fund pursuant to this Article.

Amendment of Articles

Art. 29. These Articles may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

General

Art. 30. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 10th August 1915 and the 2010 Law.

There being no further item on the agenda the meeting was then adjourned and these minutes signed by the members of the bureau and the notary.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the appearing persons signed, together with the notary, the present original deed.

Signé: L. KREICHER, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 22 décembre 2014. Relation: LAC/2014/62272. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Référence de publication: 2015001714/897.

(150000881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Symbiotics SICAV (Lux.), Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 169.830.

As the extraordinary general meeting of shareholders of the Sicav held on 29 December 2014 (the "First EGM") could not validly deliberate on the agenda for lack of quorum, shareholders are hereby reconvened to assist at a

RECONVENED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Reconvened EGM") of the Sicav which will be held at the registered office of the Sicav on *February 13, 2015*, at 11:00 a.m. (Luxembourg time), with the following agenda:

Agenda:

1. To insert a new article 9 of the articles of incorporation (the "Articles") to permit the Board of Directors to issue parts bénéficiaires in accordance with the sales documents and consequent amendment to articles 10 and 23 (former 9 and 22) of the Articles.
2. To amend article 11 (former article 10) of the Articles to permit the Board of Directors to redeem shares of a Sub-fund in order to make a distribution. Such redemption shall be made under the conditions and at the price set forth in the sales documents of the Sicav.
3. To amend article 16 (former article 15) of the Articles to add that the Sicav may act as an internally managed alternative investment fund in the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law") or appoint another entity as designated AIFM of the Company.
4. To amend article 27 (former article 26) of the Articles in order to allow distributions to be made in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Sicav under the form of redemption of shares, dividends or otherwise, as determined by the Board.
5. To replace any reference to the Custodian by reference to the Depositary under article 30 (former article 29) of the Articles and update the responsibilities and liabilities of the Depositary towards the Sicav.
6. To insert a new article 31 of the Articles defining the preferential treatment of investors.
7. To insert a new article 32 of the Articles related to investors' information
8. To delete or update any outdated or redundant information and to clarify the Sicav's position where appropriate on the Articles.

Shareholders' attention is drawn to the fact that the agenda set out in the notice of the First EGM contained typos as to numbering of articles so that item 1 should have read "insert a new article 9" and contained reference to amendments to articles 10 and 23 and articles renumbered throughout the other items of the agenda. This does not impact the contemplated amendments proposed to the vote on the First EGM.

The full text of the proposed statutory modifications can be obtained free of charge on request made at the Sicav's registered office. For the avoidance of doubt, despite the minor corrections to the agenda as described above, the full text of the proposed statutory modifications remains unchanged since the First EGM.

The Reconvened EGM will validly deliberate on all items of the agenda, without any quorum requirement. The resolution will be taken at a majority of two thirds of the votes cast. Each share is entitled to one vote.

The quorum and the majority at the Reconvened EGM will be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the Reconvened EGM, i.e. February 8, 2015 (the "Record Date"). The rights of a shareholder to attend the Reconvened EGM and to exercise a voting right attaching to his/her/its shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date.

Shareholders who will not be able to attend the Reconvened EGM may vote by proxy by returning the proxy form which is available at the registered office of the SICAV, duly completed and signed, to the attention of: Julien BOUCHEZ by mail and/or by fax at the number +352 47 67 84 07 and/or by e-mail at lb-domicile@caceis.com before February 12, 2015 at midnight CET. Forms of proxy already received for the First EGM held on 29 December 2014 will be valid at the Reconvened EGM with the agenda set forth above.

Should shareholders or their proxy wish to take part in the Reconvened EGM, shareholders are kindly requested to inform the Sicav at least two clear days prior to the holding of the Reconvened EGM of their intention to attend. Shareholders, respectively their proxy shall be admitted subject to verification of their identity and evidence of their shareholding.

By the Board of Directors.

2Mi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 127.325.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208732/9.

(140232521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Arcsoleil Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 96.056.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208778/9.

(140234608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Barclays Portfolios SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 120.390.

As the Extraordinary General Meeting of the Company held on 9 January 2015 could not validly deliberate on the proposed resolution due to a lack of quorum required, the shareholders are hereby reconvened to assist at an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company (the "EGM") to be held at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg on 12 February 2015 at 11.00 a.m. Central European Time ("CET") to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

Approval of the transfer of registered office of the Company from 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to 6, rue Lou Hemmer, L-1748 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg with effect as of 28 February 2015, and consequently amendment of the first sentence of the first paragraph of article 4 of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") so as to read as follows:

"The registered office of the Company is established in Senningerberg, in the Grand Duchy of Luxembourg."

A draft of the revised Articles and a form of proxy is available from the current registered office of the Company upon request.

The reconvened EGM will deliberate validly on the sole item of the agenda without any quorum requirement. The resolution will be passed by a majority of two-thirds of the votes cast.

Shareholders may vote in person or by proxy. Proxies given for the Extraordinary General Meeting of 9 January 2015 remain valid for this reconvened EGM, unless expressly revoked. Shareholders who are unable to attend the EGM and/or who have not yet given a proxy are kindly requested to exercise their voting rights by completing and returning the form of proxy (available from the current registered office of the Company) to the following address:

The Bank of New York Mellon (International) Ltd., Luxembourg Branch
Domiciliary Services
2-4, rue Eugène Ruppert
L-2453 Luxembourg

Alternatively, the completed proxy form may be sent by fax to the attention of Domiciliary Services of The Bank of New York Mellon (International) Ltd., Luxembourg Branch, fax number + (352) 24 52 4204, provided the original signed form is sent immediately by post to the above mentioned address.

To be valid, completed proxy forms should be received by no later than 5.00 p.m. (CET) on 11 February 2015.

Upon passing of the resolution, amendments to the Articles will be effective on 28 February 2015.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015005001/755/35.

ABC du Transport Express/Messagerie SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 5, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 86.332.

—
Date de clôture des comptes annuels 31/12/2013 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Derenbach, le 30/12/2014.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2014208783/13.

(140234291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Petercam Horizon L, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 33.352.

—
L'Assemblée du 9 janvier 2015 n'ayant pas réuni le quorum de présence requis, Petercam Horizon L (la «SICAV») invite, par la présente, ses actionnaires à participer à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(l'«AGE») qui se tiendra le 13 février 2015, à 9.30 heures au 17, rue des Bains, L-1212 LUXEMBOURG.

Le conseil d'administration de la SICAV (le «Conseil d'Administration») a décidé de soumettre aux actionnaires de la SICAV les modifications statutaires présentées ci-après. Ces modifications ont essentiellement pour objet de modifier la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires et de mettre en conformité les statuts de la SICAV avec une série d'exigences réglementaires imposées par la Loi du 12 juillet 2013 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi GFIA»), la Loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et titres au porteur (la «Loi Immobilisation») et la réglementation fiscale américaine 'Foreign Account Tax Compliance Act' («FATCA») qui introduit un nouveau régime d'échange d'informations et de retenue à la source. Certaines modifications ont pour unique but de reformuler certaines clauses à des fins de clarification ou de cohérence.

Ordre du jour:

1. Modification des articles 1 (Dénomination), 6 (Compartiments et classes d'actions), 13 (Calcul de la valeur nette d'inventaire des actions), 19 (Délégation de pouvoirs), 20 (Dépositaire) et 39 (Loi applicable) pour les mettre en conformité avec les exigences de la Loi GFIA.
2. Modification de l'article 7 (Forme des actions) pour le mettre en conformité avec les exigences de la Loi Immobilisation (immobilisation des titres au porteur physiques en circulation) et tenir compte des contraintes imposées par FATCA.
3. Modification de l'article 12 (Restrictions à la propriété des actions) pour le mettre en conformité avec les exigences réglementaires FATCA.
4. Modification de l'article 7 (Forme des actions) pour permettre à la SICAV d'émettre des titres sous forme dématérialisée et ajustement des articles 11 (Transfert des actions) et 12 (Restrictions à la propriété des actions) en conséquence.
5. Modification de l'alinéa 5 de l'article 25 (Assemblées générales) pour modifier la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires et fixer celle-ci au dernier mercredi du mois de juin à 11.30 heures.
6. Modifications diverses à des fins de clarification et/ou de cohérence générale.

PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'AGE délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital présente ou représentée et les résolutions devront réunir deux tiers des voix exprimées.

Une brochure explicative, reprenant les raisons des modifications proposées ainsi que les modalités de participation à la présente AGE, est disponible, sans frais et sur simple demande, au siège social de la SICAV (dont les coordonnées sont reprises plus haut).

Les formulaires de vote et de procuration ainsi que le projet de texte des statuts coordonnés sont disponibles au siège social de la SICAV et peuvent être obtenus, sans frais, sur simple demande.

Référence de publication: 2015002773/41.

Optique Biewer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9217 Diekirch, 4, am Deschensgaart.

R.C.S. Luxembourg B 95.545.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014209486/10.

(140234047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Partners Invest Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 56.675.

Par la présente, nous vous prions de bien vouloir prendre en considération notre démission du mandat de Commissaire aux Comptes de votre société, PARTNERS INVEST GROUP SA (RCS Luxembourg: B 56.675) avec effet au 14 septembre 2012.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

FIDUCIAIRE BEFAC EXPERTISES COMPTABLES ET FISCALES (Luxembourg) SARL

Référence de publication: 2014209521/12.

(140234038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Patrinvest, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 69.080.

Le quorum requis par l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée pour le 8 janvier 2015, cette assemblée n'était pas valablement constituée et n'a donc pas pu délibérer sur les points portés à son ordre du jour tels que repris dans l'ordre du jour ci-dessous.

Le présent avis tient lieu de convocation à la nouvelle assemblée générale extraordinaire des actionnaires en vue de se prononcer sur les points portés à l'ordre du jour ci-dessous et sur lesquels la précédente assemblée n'a pas pu délibérer.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le jeudi 12 février 2015 à 11h30 au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Dans le cadre de la fusion transfrontalière par absorption (qualifiée d'opération assimilée à une fusion transfrontalière par le droit belge) envisagée entre Patrinvest, société en commandite par actions de droit luxembourgeois (la «Société Absorbante») et Patripart, société anonyme de droit belge (la «Société Absorbée») (la «Fusion»):

1. Acquiescement du rapport spécial de Patri en qualité d'associé-gérant-commandité de la Société Absorbante à l'attention des actionnaires de la Société Absorbante daté du 6 novembre 2014 sur le projet commun de fusion transfrontalière entre la Société Absorbante et la Société Absorbée, conformément à l'article 265 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi du 10 Août 1915»).
2. Constatation de l'accomplissement de toutes les formalités légales en ce compris celles prévues à l'article 267 de la Loi du 10 Août 1915 et notamment de la mise à disposition gratuite aux actionnaires de la Société Absorbante un mois avant l'assemblée des documents suivants:
 - le projet commun de fusion (opération assimilée à une fusion par absorption transfrontalière) dont mention ci-dessus;
 - le rapport spécial établi par la Gérance conformément à l'article 265 de la Loi du 10 Août 1915 et le rapport adopté par le conseil d'administration de la Société Absorbée;
 - les comptes annuels des 3 derniers exercices comptables de la Société Absorbante;
 - les comptes annuels des 3 derniers exercices comptables de la Société Absorbée;
 - les rapports de gestion du conseil d'administration de la Société Absorbée et les rapports d'audit de la Société Absorbante, relatifs auxdits exercices comptables;
 - l'état comptable intérimaire arrêté au 30 septembre 2014 de la Société Absorbante.

3. Approbation du projet commun de fusion transfrontalière par absorption entre la Société Absorbante et la Société Absorbée, tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 15 novembre 2014, sous le numéro 3406 (le «Projet Commun de Fusion»).
4. Approbation de la Fusion dans les termes prévus par le Projet Commun de Fusion.
5. Reconnaissance et approbation du fait qu'à compter du 1^{er} janvier 2015 les opérations de la Société Absorbée sont traitées, d'un point de vue comptable, comme étant celles de la Société Absorbante et constatation de la date d'effet de la Fusion tant entre les parties qu'à l'égard des tiers.
6. Décharge donnée à Patri en sa qualité d'associé commandité de la Société Absorbante conformément au Projet Commun de Fusion et à l'article 268 (3) de la Loi du 10 Août 1915.
7. Constatation de l'absence d'émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante en application de l'article 278 de la Loi du 10 Août 1915.

Référence de publication: 2015004198/581/46.

Cycling Sport Merchandising - C S M S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9544 Wiltz, 2, rue Hannelanst.

R.C.S. Luxembourg B 153.454.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO SA

Signature

Référence de publication: 2014208981/11.

(140233961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Hundred S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-5365 Luxembourg, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 165.972.

Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 8 décembre 2014

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission des personnes suivantes avec effet au 24 novembre 2014:

* Monsieur Mirko Fischer, en qualité de Gérant de la Société

* Madame Paulina Denis, en qualité de Gérant de la Société

* Monsieur Nicholas Brimeyer, en qualité de Gérant de la Société

* Monsieur Christopher Jenner, en qualité de Gérant de la Société

- de nommer les personnes suivantes avec effet au 24 novembre 2014 et pour une durée indéterminée:

* Madame Anne-Marie Kidd, née le 1 mai 1968 à Gloucester, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 9, rue Gabriel Lippmann, L-5635 Munsbach, Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société

* Monsieur Paul Lawrence, né le 25 mai 1970 à Rotherham, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société

* Monsieur Paolo Alonzi, né le 10 juin 1972 à Edinburg, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 1, George Street, GB-EH2 2LL, Royaume-Uni, en qualité de Gérant de la Société

- de transférer la totalité des parts détenues par Century S.à r.l. immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165.948, associé à hauteur de 15.000 parts, à Standard Life Assurance Limited, ayant son siège social à Standard Life House, 30 Lothian Road, Edinburg EH1 2DH, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Ecosse sous le numéro SC286833, avec effet au 24 novembre 2014.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014205677/29.

(140229175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.
